

Matt Stoller : « Nombre d'institutions mondiales, à commencer par l'Union européenne, sont dominées par des gens qui n'aiment pas la démocratie »



Matt Stoller est un intellectuel américain, spécialiste de l'histoire des monopoles et de leur impact sur la démocratie. L'auteur vient de publier un livre sur les différents problèmes qui pèsent sur la démocratie.

Avec Matt
Stoller

Atlantico : Votre livre [Goliath : La guerre de 100 ans entre le pouvoir des monopoles et la démocratie](#) (non traduit) aborde les questions des monopoles et de leurs liens historiques avec la démocratie. Vous y expliquez comment la concentration du pouvoir financier et le consumérisme ont transformé la politique américaine, entraînant l'émergence du populisme et de l'autoritarisme. Quelles sont les différences entre la démocratie et la technocratie ? La technocratie des années 1930 est-elle la même que celle des années 2010 ? Peuvent-elles se servir l'une de l'autre ?

Matt Stoller : La technocratie signifie le règne d'une élite technique. Elle signifie la mainmise d'experts qui ont un pouvoir absolu sur les questions sociales. La démocratie n'est pas un rejet de l'expertise ; elle dit simplement que les technocrates experts ne devraient pas prendre de décisions sociales mais plutôt qu'ils devraient servir le peuple et que les gens devraient intégrer ces décisions sociales en se basant sur leur compréhension des experts techniques. La technocratie est plutôt une forme de dictature qui utilise le langage de la science et du mérite pour faire respecter cette dictature. Le premier mouvement de technocratie a eu lieu en 1932-1933. C'était une sorte de publicité qui titrait : "Nous devons nous débarrasser des élections." Ils disaient qu'ils ne voulaient que des ingénieurs au pouvoir et que ces ingénieurs devraient prendre les décisions. Cela n'a pas duré très longtemps, mais cela indiquait une croyance sous-jacente dans le pouvoir de la science, des ingénieurs et d'une élite de gestionnaires de prendre des décisions à la place du public. Et oui, je crois que c'est toujours d'actualité aujourd'hui. Je pense que vous le voyez à l'OMC, dans les banques centrales mais aussi dans l'Union européenne qui est largement dominée par des gens qui n'aiment pas la démocratie. Tout cela crée certainement une tension au niveau des monopoles et de leur rapport aux systèmes démocratiques. La démocratie signifie un large partage du pouvoir à travers de nombreuses choses, y compris les élections, mais aussi à travers une large dispersion des droits de propriété. Et un monopole, c'est le contraire. C'est un petit groupe de personnes qui prennent des décisions sur ce qu'un groupe de personnes beaucoup plus important va faire sur le marché. Un monopole est une mini autocratie ou une mini dictature dans un marché spécifique.

[A lire aussi, l'analyse d'Yves Michaud : Goliath : le livre choc sur la manière dont les citoyens occidentaux ont organisé la dangereuse impuissance des démocraties \(et la surpuissance des géants du web\)](#)

Vous expliquez que la population américaine, lors de la Grande Dépression notamment, ne voyait pas les

liens étroits entre grands groupes/fortunes et politique. Si nous prenons par exemple le financement des campagnes politiques, il est clair que les États-Unis ont toujours été - et continuent d'être - oligarchiques dans leur structure. Comment la démocratie peut-elle donc être maintenue à cet égard ?

Ce que vous voyez depuis 40 ans, et je pense que cela se vérifie partout dans le monde, c'est une érosion de l'influence démocratique sur notre prise de décision. Et je pense qu'on peut le constater de bien des façons, l'une d'entre elles étant la question de l'argent en politique aux États-Unis. Une autre façon de comprendre ce qui est essentiellement un contrôle des électeurs, ce sont ces institutions à plusieurs niveaux comme les tribunaux aux États-Unis, la Réserve fédérale, le FMI, l'OMC ou l'Union européenne, qui sont conçus pour subvertir la volonté populaire. Ce sont des moyens de s'assurer que les électeurs ont moins de pouvoir sur les décisions. Comme l'est l'argent en politique...

Dans les années 1920, ce n'est pas que les gens ne comprenaient pas ce qui se passait, mais plutôt qu'ils ne voyaient pas d'alternatives. Aux États-Unis en ce moment, qui est une démocratie où les gens obtiennent essentiellement ce qu'ils veulent, le problème est qu'ils sont confus sur le type de système politique qu'ils veulent. Si vous demandez aux gens, "voulez-vous un système plus juste ?", ils vous répondront que oui. Mais si vous leur demandez s'ils sont prêts à se battre contre les grandes entreprises comme Walmart, ils vous diront que non car ils ont peur que cela fasse augmenter les prix. Ce n'est pas que les gens n'obtiennent pas ce qu'ils veulent, c'est qu'ils ne sont pas prêts à faire nécessairement un compromis ou qu'ils ne voient pas le compromis de la bonne manière. Et je pense que vous voyez beaucoup de confusion et de colère partout dans le monde parce qu'ils n'ont pas l'impression que les élites réagissent. Cette colère prend des formes très différentes, comme vous le savez sûrement. Certaines sont assez dramatiques et certaines sont en fait assez démocratiques.

Pensez-vous qu'il y a une responsabilité de la part de la population de ne pas voir ou d'accepter le jeu politique tel qu'il est ?

Bien entendu. Je pense qu'être citoyen d'une démocratie signifie que vous avez la responsabilité de gouverner, de faire partie du processus de gouvernance. Et je pense qu'une partie de ce qui se passe est, du moins au sein du Parti démocratique, une énorme peur de gouverner. Tant de gens pourraient dire : " Je ne veux pas que Mark Zuckerberg contrôle notre discours électoral", mais ils ont également peur de dire : " Voilà comment nous devrions structurer notre discours électoral ". Quand je parle de Mark Zuckerberg, je suis très critique car cette personne structure nos élections et c'est quelque chose de dramatique. De manière générale, les gens sont d'accords, mais lorsque je leur dit que nous devrions nous débarrasser de la restructuration de Facebook et de ses publicités, ils ont un tout autre discours, basé sur la peur. Aux États-Unis, les gens sont en fait heureux que Mark Zuckerberg soit là et fasse cela. C'est une peur de brandir le pouvoir. Et c'est ce que vous voyez en Europe également. Je ne pense vraiment pas qu'il y ait de différence entre l'Europe et les États-Unis. Les Européens ont cette loi, le GDPR (General Data Protection Regulation) et ils ne l'appliquent pas. Ils ont toutes ces absurdités sur la taxation des entreprises technologiques américaines mais n'appliquent rien. Ils sont comme le reste, effrayés à l'idée de prendre le pouvoir !

Les PDG des grandes entreprises technologiques (Zuckerberg, Bezos et autres) sont-ils plus politiques que les acteurs politiques eux-mêmes ? Pourquoi les gens leur font-ils plus confiance qu'aux politiciens ?

C'est une bonne question. Je pense que oui. Je pense que Google est plus une institution politique qu'une entreprise ordinaire. Je pense que nous devrions considérer Google, Facebook ou Amazon comme des institutions politiques multilatérales et que nous devrions les considérer comme une menace à la souveraineté. C'est certainement ainsi que Mark Zuckerberg se voit, c'est pourquoi il met en place une Cour suprême axée sur le contenu en ligne et c'est pourquoi il essaie de créer une monnaie mondiale. Et nous nous laissons faire. Le Danemark a même nommé un ambassadeur de la Silicon Valley ! Tout cela est assez pathétique et je pense que nous devons nous demander si nous voulons vivre dans des démocraties ou non. Je vois des gens, des dirigeants politiques et des citoyens qui ont peur de répondre qu'ils veulent vivre dans une démocratie, ils ont peur de perdre ce qu'ils ont. Il me semble qu'en ce moment, les gens ne croient pas vraiment à l'idée de la démocratie, qu'elle peut être bénéfique pour eux. Il y a un réel manque de confiance dans notre capacité à organiser notre démocratie. Nous ne pensons tout simplement pas que nos institutions démocratiques peuvent améliorer notre vie et nous allons laisser des intérêts puissants nous gouverner. Que ce soit Mark Zuckerberg ou la Chine, le problème est le même. Comme je l'ai dit, les Européens parlent du fait qu'ils ont besoin de champions européens et de leurs propres entreprises et magnats de la technologie. Mais cela n'a jamais fonctionné parce que les technocrates européens ne veulent pas se débarrasser de ce système corporatiste, ce sont des lâches. Ils veulent être ceux qui le dirigent, ils veulent un Mark Zuckerberg européen. Ils ne se soucient pas du fait que le système actuel est antidémocratique, là est tout le problème.

Est-ce la même chose dans les autres pays ? Depuis la Révolution française, la France a concentré son pouvoir économique et politique en un seul lieu : la Région parisienne. D'après votre raisonnement, un Etat jacobin est-il de fait un Etat autoritaire/populiste ?

Je pense qu'un état centralisé se dirigera toujours progressivement vers l'autoritarisme. Il est certain qu'aux États-Unis, nous avons concentré le pouvoir politique et économique à New York, Washington, Los Angeles, San Francisco, Chicago, qui sont de grandes villes, mais les gens qui vivent en dehors de ces régions ont de moins en moins de pouvoir politique et économique. Et c'est nouveau. Nous avons l'habitude d'avoir beaucoup de politiques qui repoussaient le pouvoir loin de ces grandes villes. En fait, l'une de nos protections contre l'autoritarisme est que notre capitale politique, Washington, est séparée de notre capitale financière, New York. En revanche, je pense qu'il est très dangereux de voir Amazon s'installer à Washington. Nous n'avons jamais rien eu de tel aux États-Unis. Fondamentalement, l'une des choses principales qui distingue les États-Unis de l'Europe, c'est que nous avons gardé nos institutions plus décentralisées et séparées. Mais il est vrai que nous avons tous le même problème de concentration du pouvoir et, comme vous le savez, c'est dangereux.

Avez-vous un espoir pour l'avenir de la démocratie, que ce soit aux États-Unis ou en Europe ?

Oui, j'ai de l'espoir. Ces crises de la démocratie se produisent périodiquement et parfois nous sommes capables de les combattre,

comme l'ont fait par exemple les Etats-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale, où ils se sont engagés pour éradiquer les forces autocratiques. Je pense que nous avons une dynamique assez semblable à l'heure actuelle dans laquelle il existe toutes ces forces autocratiques autour de forces démocratiques mélangées et désorganisées. Mais c'est une situation très dangereuse. Il faut garder en tête que rien n'est inévitable et je pense que les gens qui veulent la liberté et la dignité sont toujours debouts et qu'un peu partout dans le monde, beaucoup de gens veulent ce triomphe de la démocratie. D'un autre côté, il existe aussi beaucoup de gens qui ont peur de cela, qui ont peur de ce que cela signifierait ou qui sont investis dans les hiérarchies de pouvoir existantes. La question est de savoir si les gens qui croient en la démocratie peuvent vaincre ceux qui croient en l'autoritarisme, et c'est une vieille question. L'histoire nous a montré qu'à diverses périodes et en divers endroits, des camps différents ont gagné ce débat...

Goliath: The 100-Year War Between Monopoly Power and Democracy, de Matt Stoller, est publié aux éditions Simon & Schuster

□